

Éditorial

Marchandises

Dans les pays riches d'Europe ou d'Amérique du Nord l'immigration est devenue depuis plusieurs années une question explosive et l'objet d'enjeux électoraux. Des responsables politiques entretiennent délibérément ou de manière sournoise l'amalgame entre immigration et délinquance laissant croire que les étrangers sont responsables de l'insécurité et du chômage. D'où l'adoption de lois et de mesures sélectives visant à limiter les flux migratoires : politique de quotas, immigration choisie, limitation du regroupement familial, reconductions forcées aux frontières...

Tout est entrepris par les tenants du pouvoir pour tenter de rassurer une opinion publique méfiante à l'égard des immigrés. En revanche rien n'est fait pour valoriser l'apport économique et culturel des immigrés, expliquer les causes profondes qui les forcent à quitter leur pays et appeler au respect de leurs droits.

Les deux articles que nous publions ici, montrent que les migrations sont dues aux désordres économiques engendrés par la mondialisation néolibérale. Aux Philippines, où l'émigration atteint depuis vingt ans le chiffre effarant de plus de 800 000 départs par an, le gouvernement utilise de façon cynique sa main-d'œuvre pour pallier aux carences de sa politique en matière économique et sociale. « Ces ressources humaines sont devenues la principale marchandise d'exportation », s'indigne Eva Olaer Ferraren.

Une « marchandise » bien souvent traitée comme telle par les pays du Nord sans considération de la dignité de ces femmes et de ces hommes émigrés à la recherche d'un mieux être.

François Bellec
francois.bellec@wanadoo.fr

Philippines

L'exportation de main-d'œuvre, un business lucratif pour l'Etat

par Eva Olaer Ferraren*

La politique d'émigration aux Philippines est d'abord voulue pour des objectifs financiers et économiques. Mais elle ne prend pas en compte les répercussions humaines qui sont proprement catastrophiques.

L'administration actuelle de la Présidente des Philippines, Gloria Arroyo, a vraiment fait le choix de l'institutionnalisation du travail migratoire comme mesure principale et réponse à la crise économique que traverse le pays, crise due aux conséquences des politiques néolibérales. C'est aussi cette mesure qui permet au commerce international de réaliser le plus de profits. Elle ne nécessite en effet qu'un minimum d'investissements en capitaux et de risques de la part du pays exportateur de main-d'œuvre. Elle offre en outre la perspective de retours importants sous forme de devises.

Aujourd'hui les ressources humaines sont devenues la principale marchandise d'exportation. Et la plus grande part du travail ainsi déployé est assurée par des femmes. Il s'agit de répondre à la demande des pays développés en matière d'emplois domestiques, de soins aux personnes âgées et autres services à la personne.

Des super « bonnes à tout faire »

On a pu constater la brutalité de ce commerce humain durant les guerres du Liban et de l'Irak lorsque la Prési-

dente Arroyo a annoncé qu'elle allait envoyer davantage de « *super bonnes à tout faire* »¹ dans les pays du Moyen Orient. Pendant ce temps, les autres nations fournissaient des moyens de secours pour venir en aide à leurs citoyens expatriés.

Selon les indicateurs économiques philippins, l'argent expédié dans leur pays par les travailleurs philippins d'outre-mer est supérieur aux investissements étrangers directs aux Philippines. Les sommes envoyées chaque année représentent environ 12 à 14 milliards de dollars US. Et encore cette manne ne concerne que les travailleurs migrants légaux. De nombreux autres travailleurs émigrés, qui interviennent dans le secteur des travaux domestiques et d'autres services, ne sont pas répertoriés.

Le gouvernement philippin se repose amplement sur l'argent ainsi expédié par les travailleurs émigrés à leurs familles pour compenser le manque de dépenses dans les services sociaux (santé et éducation), pour stimuler la consommation intérieure et pour couvrir ses déficits budgétaires annuels. Le pire est que le revenu provenant du business du travail migratoire est principalement dépensé pour compenser les manquements de

* Eva Olaer Ferraren est philippine, directrice exécutive de la fondation *Stichting Sum-pay Mindanao International*. Elle travaille depuis 1980 sur les questions de développement et de paix dans l'île de Mindanao au sud des Philippines. En 2003, elle a participé au séminaire organisé par Développement et Civilisations Lebret-Irfed au Liban sur le dialogue des civilisations.

l'État et non pour des investissements productifs. Ce qui veut dire que les travailleurs migrants continueront à travailler à l'étranger pour que leurs familles puissent simplement survivre et parce qu'il ont très peu de chances de revenir dans leur pays dont l'économie connaît banqueroute et corruption.

Cet accroissement dramatique du travail migrant a conduit à la constitution d'une immense population de familles migrantes transnationales. Aujourd'hui, des milliers d'enfants grandissent loin de l'un de leurs parents, parfois des deux. Ceux-ci sont en effet contraints de travailler à l'étranger pour leur assurer l'école, des soins de santé de qualité, voire, dans certains cas, une nourriture suffisante.

La migration ouvrière philippine a un visage de femme. En 2003, selon l'Administration de l'emploi étranger philippin (POEA), plus de 70% du nombre total des travailleurs étrangers étaient des femmes. La plupart d'entre elles ont entre 25 et 29 ans. Les femmes migrantes vivent et travaillent dans plus de 193 pays. Elles effectuent un travail d'employées professionnelles et techniques, d'infirmières, d'employées de bureau, de vendeuses, d'animatrices, d'aide soignantes et de bonnes. Nombre d'entre elles sont employées dans des métiers traditionnellement assurés par des hommes.

La plupart de ces femmes migrantes, qui travaillent dans le secteur des services et du travail domestique, laissent derrière elles leurs familles. Leurs enfants sont pris en charge par leurs ascendants, leur compagnon ou des membres de la famille. La fonction que les femmes migrantes assuraient dans leur pays d'origine pour la reproduction générale de la force de travail (éducation des enfants, formation, etc.) se voit transférée à leur compagnon ou à des proches. Le paradoxe de cette féminisation du travail migrant réside dans le fait que ces femmes, qui ont rejoint la force de travail mondiale, remplissent une fonction identique au service de familles des pays du Nord. Les effets de la féminisation de la migration du travail sur les familles des femmes migrantes des pays pauvres illustrent à quel point l'économie mondiale est conçue pour le bénéfice des pays riches.

Victimes d'abus sexuels

La majorité des femmes émigrées employées dans des ménages de pays d'Europe, du Moyen-Orient, des États-Unis et d'Asie n'ont pas de permis de séjour et leurs droits ne sont reconnus ni comme travailleuses ni simplement comme êtres humains. C'est au Moyen-Orient qu'on trouve les situations les plus graves : les travailleuses sans papiers sont cloîtrées dans les habitations de leurs employeurs, traitées de façon inhumaine et parfois même assassinées. Un nombre croissant de ces femmes est victime d'abus sexuels, de trafic humain et de prostitution. En dépit des rapports relatant ces abus, de nombreuses femmes philippines continuent d'émigrer et de travailler dans ces pays, mettant ainsi leurs chances de survie entre les mains de leurs employeurs.

Par ailleurs, des études montrent que les habitudes de consommation des familles restées au pays augmentent : achats de loisir, dépenses accrues d'articles de luxe et autres acquisitions non essentielles. Ces pratiques de consommation sont devenues courantes parmi les familles de migrants et, de ce fait, celles-ci deviennent une cible pour le commerce capitaliste.

Dans ses discours officiels traitant de la migration de la main-d'œuvre, le gouvernement philippin présente avec fierté les travailleurs étrangers comme les nouveaux héros du pays parce qu'ils sont les sauveurs d'une économie en pleine récession et qu'ils se sacrifient sur l'autel du capitalisme mondial. Pourtant l'argent expédié par les travailleurs émigrés bénéficie à l'État en lui permettant d'atténuer l'effet des ponctions faites sur les dépenses sociales.

Coût social des migrations

L'argument le plus souvent utilisé en faveur de l'exportation de la main-d'œuvre est que l'argent expédié joue un rôle considérable dans les économies de nombreux pays en développement, de manière même bien plus importante que l'aide officielle au développement ou même que les investissements directs des pays étrangers. A l'échelle planétaire, les sommes d'argent expédiées sont estimées à envi-

ron 167 milliards de dollars US par an, et près de 60% de cette somme va vers les pays en développement².

Cependant, les estimations de l'argent envoyé au pays sont imprécises car les devises sont souvent transférées à travers des canaux privés. Les Philippines bénéficient réellement de 12 à 14 milliards de dollars US de devises expédiés par les travailleurs d'outre-mer, mais cela ne compense pas le coût social des migrations pas plus que cela ne finance le développement du pays.

Le pays rencontre de grandes difficultés à convertir le revenu qui se dégage de l'argent expédié en capacité de production durable. D'autre part il faut savoir que la plupart des pays du tiers monde ne sont pas en mesure d'exercer un contrôle sur l'estimation exacte de leurs exportations de main-d'œuvre. Ils sont plutôt tributaires du marché du travail étranger et ne sont pas en capacité de supporter chez eux un « surplus » de force de travail.

Comme nous l'avons déjà dit, le revenu que représente l'argent expédié est rarement utilisé à des fins productives. Il va pour une petite part à la population pauvre (la taille moyenne des transferts en provenance des USA ou d'Europe aux Philippines est d'environ 200 dollars ou 150 euros par personne et par mois) et est utilisé principalement pour un soutien direct à la consommation et aux dépenses d'habitat, les soins de santé et l'éducation. Il semble que seule une très petite proportion des fonds expédiés est destinée à l'épargne, l'investissement pour la création d'emplois et l'acquisition de propriétés. Cet argent ne peut pas constituer une marée montante qui soulèverait tous les bateaux mais il a un très important impact sur le niveau de vie des ménages qui le reçoivent et constitue une portion significative de leur revenu. C'est le plus important filet de sécurité sociale des familles pauvres, spécialement dans les périodes de difficulté ou de malheur.

Loin de s'avérer productives, les sommes d'argent expédiées accentuent les inégalités, encouragent la consommation de produits importés, augmentent le coût de l'éducation et de la santé et finissent par créer une dépendance. De plus, la valeur réelle de l'argent a chuté étant donné que les taux de change étrangers sont trop bas au regard de devises faibles et également à cause des coûts encourus pour le transfert de l'argent. Ainsi, l'argent ex-

Le gouvernement philippin présente avec fierté les travailleurs étrangers comme les nouveaux héros du pays.

pédié contribue à accroître les profits des banques étrangères et conduit à une prolifération de transferts financiers et de bureaux de change.

Au-delà des aspects économiques, l'émigration de la main-d'œuvre affecte les familles en provoquant des dysfonctionnements des structures familiales. L'infidélité conjugale et la délinquance juvénile sont fréquentes au sein des familles migrantes et il se crée chez les migrants une relation de dépendance.

Les migrants s'organisent

Les femmes émigrées travaillent vingt-

quatre heures sur vingt-quatre comme domestiques auprès des familles de travailleurs d'entreprises multinationales. N'ayant pas à assurer la reproduction de la force de travail, les capitalistes de la planète sont les principaux bénéficiaires de cette main-d'œuvre féminine. C'est en particulier le cas lorsqu'il s'agit de migrants sans papiers. Ils perçoivent une faible compensation monétaire et sont privés d'avantages sociaux : soins de santé, prise en charge en cas de maladie, pensions de retraite, congés payés.

Après avoir vécu longtemps de manière invisible, les migrants sans papiers s'organisent à présent dans de nombreux pays. Le Mouvement des

sans papiers en France a commencé il y a plus de dix ans. Plus récemment, des manifestations se sont déroulées aux États-Unis et en Grande-Bretagne. En Hollande, une campagne est en cours pour que soit reconnu comme travail réel les tâches épuisantes que les femmes réalisent à domicile et pour que soit régularisée la situation des travailleurs migrants. Il est donc vital que ces travailleurs soient pleinement soutenus dans ce combat pour leurs droits élémentaires.

Eva Olaer Ferraren
evang2k@yahoo.com
(traduit de l'anglais
par François Bellec)

¹ - *Philippine Daily Inquirer, Cebu Daily News Opinion : Supermaids, milking cows* (bonnes à tout faire, vaches à lait) 8 août 2006 ou http://globalnation.inquirer.net/cebudailynews/view_article.php?article_id=14108

² - http://psdblog.worldbank.org/psdblog/2005/11/2006_global_eco.html

Malgré la déchirure de l'exil, une conscience collective se construit

par Sally Rousset*

On ne peut isoler les femmes émigrées philippines d'une histoire dont la compréhension est essentielle pour engager des actions efficaces et trouver des voies de libération. Témoignage de l'une d'entre elles travaillant en France.

Il y a eu trois grandes vagues successives d'émigration, chacune avec ses propres caractéristiques. Au début du XX^e siècle, de nombreux Philippins ont émigré aux États-Unis pour travailler notamment dans les plantations de canne à sucre et de pommes. Un travail dur mais à travers lequel ils pouvaient espérer participer à la construction d'une nation.

Étudiants, infirmières, médecins émigrèrent à leur tour aux États-Unis mais aussi au Canada et en Europe. Cet exode de main-d'œuvre qualifiée était grave pour le pays, mais c'était le seul moyen pour ces professionnels de faire carrière. Malheureusement ce phénomène continue.

Dans les années 70, beaucoup de Philippins, surtout des hommes qualifiés (électriciens, ingénieurs...) sont allés travailler au Moyen-Orient à l'occasion du boom de la construction de ces pays pétroliers peu peuplés. Une émigration temporaire avec des conditions de vie très sévères. Mais la paye était bonne, ce qui n'était évidemment pas vrai pour tous. Durant la même période, des Philippins ont été massivement embauchés comme marins, soumis au pouvoir dictatorial des capitaines et des affrêteurs.

L'émigrée, une sacrifiée

Aujourd'hui, les choses ont bien changé. L'émigré type est

maintenant une femme. Une femme éduquée, par exemple une institutrice ou une comptable. Mais une femme éduquée qui se retrouve domestique en Europe et à présent aussi dans d'autres pays d'Asie plus riches : Singapour, Hong-Kong, la Corée du Sud et le Japon. Les *Filipinas*, comme on les appelle, sont très appréciées. De culture chrétienne et parlant anglais, elles peuvent aider les enfants dans leurs études en plus du ménage et de la cuisine.

Dans la majorité des cas, ces femmes n'émigrent pas pour faire carrière dans le pays d'accueil, elles partent par devoir, par obligation envers leur famille. Le chômage est tellement répandu aux Philippines et le salaire d'une institutrice si bas qu'elles doivent chercher un emploi ailleurs, même s'il doit être celui de domestique. Pour permettre à un frère ou une sœur de terminer ses études ou tout simplement pour leur survie. L'émigrée est ainsi la sacrifiée. Celle qui abandonne tout pour aider le reste de la famille.

Pour la plupart de ces femmes, vivre à l'étranger, isolées de leurs familles, sans statut social reconnu, souvent humiliées, n'est pas un libre choix mais une obligation familiale, sociale qui entraîne aussi une déchirure. Et quand elles n'ont pas de papiers en règle elles vivent dans la peur constante de l'arrestation. Et je ne parle pas ici de ces Philippines à qui on avait promis un travail et qui se retrouvent prostituées de force en Europe, ou esclaves domestiques

* Sally Rousset est originaire des Philippines et responsable pour l'Asie à Développement et Civilisations Lebret-IrfeD. Elle est aussi membre de l'association Babaylan-femmes philippines en France.

violées. Aussi, force est de constater que la vague actuelle d'émigration est la plus désespérée.

Une première conclusion est que cette émigration forcée, massive apparaît comme un exemple extrême de la crise du travail, une tendance universelle à la précarisation de celui-ci et à la précarisation de la vie même. Deuxièmement, chaque flux migratoire a aussi été orienté par les besoins des économies dans les pays d'accueil. Besoin d'un élargissement d'une main-d'œuvre peu qualifiée, mais stable, aux États-Unis au début du siècle. Besoin de main-d'œuvre bien qualifiée lors du boom pétrolier au Moyen-Orient dans les années 70. Et aujourd'hui, besoin d'un travail particulièrement précaire.

Actuellement, 7,4 millions de Philippins, soit 10 % de la population, sont disséminés dans 193 pays de par le monde. Avec des flux migratoires passant de 300 000 à 866 000 départs annuels durant les vingt dernières années, les Philippines sont désormais le premier exportateur mondial de main-d'œuvre.

Des réseaux d'émigrés

Le départ massif de Philippins a certes permis d'assurer la survie économique de nombreuses familles mais il contribue aussi à déchirer le tissu social. Nous devons donc faire face à de nombreux problèmes. Différents réseaux d'émigrés, partout dans le monde, tentent de répondre aux besoins selon leurs capacités d'organisation.

Les initiatives prises sont très variées. L'accent peut être mis sur la jeunesse issue de l'immigration ou sur la protection des femmes immigrées contre les violences, pour leur droit à la santé (si difficile à assurer pour celles qui ne bénéficient pas de la sécurité sociale). Ou sur la création de réseaux au niveau européen. Des partenariats directs sont constitués avec des communautés aux Philippines : il peut s'agir d'aider un village à produire du savon, de soutenir la scolarisation des enfants ou de réaliser des projets de reboisement.

Des liens plus étroits se tissent (ou se retissent) entre des organisations d'émigrés et des réseaux militants aux Philippines. Cela commence sur le plan électoral avec la mise en œuvre d'une loi permettant aux émigrés de voter lors des élections nationales. La question d'une campagne commune contre la dette est aussi posée. Ou celle du développement culturel et écologique d'un site dans une démarche communautaire qui associe concrètement la population locale de préférence au développement de l'industrie touristique.

**Des liens plus étroits
se tissent
(ou se retissent)
entre les organisations
d'émigrés
et des réseaux militants
aux Philippines.**

Certaines régions des Philippines sont le théâtre de conflits armés qui, au-delà de l'enjeu économique, révèlent des tensions intercommunautaires. C'est le cas à Mindanao, dans le Sud, avec la présence de chrétiens, de musulmans et de tribus montagnardes. Le fait que les émigrés de ces régions se rencontrent en Europe dans une démarche interculturelle contribue à résoudre de tels conflits.

Aux Philippines même, de nombreuses organisations luttent pour assurer une meilleure protection légale de l'émigration, modifier le droit du travail, exiger

du gouvernement que ses ambassades protègent mieux les migrants et aussi pour apporter un soutien aux familles d'émigrés. Des radios spécialisées émettent aujourd'hui aussi bien aux Philippines que dans plusieurs pays du monde. Un livre collectif ¹ écrit par des Philippins en Europe vient d'être publié par *Philippine Social Science Center* à Manille. Des liens se nouent ainsi entre société civile du pays d'origine et société civile immigrée.

Tout cela exige beaucoup de temps et de persévérance. Mais une chose est certaine : une conscience collective de l'émigration se construit à partir de cette déchirure qu'est l'exil et elle débouche sur des initiatives largement auto-organisées.

Sally Rousset
sally.rousset@wanadoo.fr

¹ *Views of Filipino Migrants in Europe*, publié par PSSC et Philippine Migration Research Network, Quezon City, Philippines, 2007.

Développement et civilisations, publication éditée par l'association Développement et Civilisations - Lebret-Irfed
49, rue de la Glacière – 75013 PARIS – 33(0)1.47.07.10.07 – contact@lebret-irfed.org

Développement et civilisations est le nouveau titre de **Foi et développement** publié, depuis 1972, par le Centre Lebret devenu Développement et Civilisations - Lebret-Irfed. Il reprend le titre de la publication éditée par l'Irfed de 1960 à 1973 **Développement et civilisations**.

L'association Développement et Civilisations - Lebret-Irfed est animée par un réseau d'acteurs de développement solidaire. Avec eux, elle conduit un travail de recherche et de formation. Son budget est assuré par des cotisations, dons, subventions et prestations de service. **Bureau de l'association** : Yves Berthelot (président) – Jean-François Giovannini (vice-président) – Boutros Labaki (vp. Moyen Orient et Monde arabe) – Rethinam Mathias (vp. Asie) – Jorge Balbis (vp. Amérique Latine) – Yves Glorieux (trésorier-administrateur) – Isabelle Duquesne (directrice).

Publication - directeur : Yves Berthelot, directeur de la rédaction : Richard Werly, secrétaire de rédaction : François Bellec, Conseil de rédaction : Yves Berthelot, Vincent Berthet, Pierre-Henri Chalvidan, Roland Colin, Jovite de Courlon, Bernadette Denys, Jacqueline Heinrich, Lucien Heitz, Darwis Khudori, Serge Lafitte, Michel Lostis, Gabriel Marc, Emile Poulat, Sergio Regazzoni, Christian Rudel, Pierre Vilain, Hassan Zaoual, - secrétariat : Sally Rousset. publications@lebret-irfed.org

La reproduction des textes publiés est autorisée à la seule condition que soit clairement indiquée la source, avec les coordonnées de Développement et civilisations. Un exemplaire du document reproduisant le texte doit être envoyé à l'adresse de la publication.

Abonnement annuel tous pays (10 n°/an) : 38 € - 60 CHF - Le numéro : 4 € - 7 CHF - chèque en €, CHF ou US\$ à l'ordre de Lebret-Irfed.

Virements bancaires : en France : LA POSTE FR10-2004-1010-1233-2971-2T03-350 (BIC : PSSTFRPPSCE)

ou en Suisse : RAIFFEISEN - Genève, N°IBAN CH41 8018 1000 0074 9583 6 CHF (SWIFT : RAIFCH22)

• ISSN 1951-0012 – Imprimerie ACCENT TONIC' – Paris – 01 43 73 86 55 .